

ON EN PARLERA DEMAIN ON EN PARLERA

FAIT DIVERS

U.R.S.S. : un « fou » de plus

Vladimir Borissov n'est ni physicien, ni écrivain, ni psychiatre, ni mathématicien : il est ouvrier électricien à Leningrad. Ou plutôt il l'était. Car, depuis le jour de Noël, il est pensionnaire d'un hôpital psychiatrique. Les tortionnaires en blouse blanche aux mains desquels le K.G.B. l'a remis se refusent à faire part, fût-ce à sa propre femme, de leur « diagnostic ». Il n'est en effet pas simple de donner une définition clinique de sa « folie » : il aurait peint, au début de l'année 1976, des slogans antigouvernementaux sur les murs de Leningrad, et avait tenté de cacher les vers de la poétesse Youlia Voznessenskaya, arrêtée quelques jours avant lui pour « calomnies antisoviétiques ».

Heureusement, ces psychiatres très spéciaux pourront s'appuyer sur les antécédents de leur patient : Vladimir Borissov, qui a trente-trois ans, a déjà été interné pendant neuf années pour avoir pris la tête, en 1964, d'un groupe de jeunes ouvriers contestataires de sa ville.

« Ne vous y trompez pas, les membres de la résistance ne viennent pas seulement de l'intelligentsia », disait la semaine dernière Vladimir Boukovski, au cours de l'entretien qu'il a accordé au « Nouvel Observateur ». Le K.G.B. aurait voulu lui donner raison qu'il n'aurait pas mieux fait.

Garrillo : utile ou encombrant ?

Comme leurs avocats l'avaient laissé espérer, Santiago Carrillo et les autres dirigeants du Parti communiste espagnol arrêtés en même temps que lui ont été libérés jeudi dernier et auront pu passer les fêtes de fin d'année en famille. Mais la question n'était pas, pour le secrétaire général du Parti communiste espagnol de passer quelques jours de plus ou de moins en prison. La prison, il l'a voulue, pour sortir du ghetto de silence dans lequel on tentait de l'enfermer. Depuis dix mois, le pouvoir feignait d'ignorer sa présence en Espagne, reculant ainsi le moment d'une décision difficile. Mais la conférence de presse du 10 décembre, donnée par Carrillo en plein Madrid, devant une cinquantaine de journalistes, a forcé le gouvernement à sortir de sa réserve. Sous peine d'être ridiculisé ou, pis, taxé de faiblesse, il a dû réagir. Et l'emprisonnement de Carrillo a posé publiquement, devant l'opinion internationale, le problème de la légalisation du P.C. d'Espagne.

Car, si le gouvernement de Juan Carlos veut se donner des allures démocratiques, encouragé en cela par la plupart des gouvernements euro-

« Vulgaire et subalterne », cette affaire de Broglie ? Si la formule n'avait pas été lancée jadis, dans les circonstances historiques que l'on sait, sans doute Michel Poniatowski l'aurait-il utilisée, mercredi dernier, au cours de sa conférence de presse, pour liquider le « mystère de Broglie ». Faut-il de mieux, le ministre de l'Intérieur s'est réfugié dans la discrétion et la légalité en invoquant le secret de l'instruction pour expliquer son silence et celui de ses collaborateurs. Mais ne fallait-il pas, surtout, bloquer au plus vite cette encombrante affaire et empêcher l'écheveau de se dévider plus avant ? Qui sait, en effet, jusqu'à quelles « officines » des enquêteurs obstinés auraient pu frayer leur chemin, d'une adresse à l'autre, en épluchant le carnet d'adresses de Jean de Broglie ?

L'affaire, telle qu'elle a été décrite mercredi par le ministre de l'Intérieur, est d'une simplicité brutale. Le vendredi 24 décembre, un peu avant 9 h 30, Jean de Broglie, cinquante-cinq ans, député républicain indépendant de l'Eure, ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, qui joua un rôle décisif dans les premières négociations avec le F.L.N., aux Rousses, en compagnie de Robert Buron, est abattu par un inconnu en sortant d'un immeuble du numéro 2 de la rue des Dardanelles, dans cette partie du XVII^e arrondissement où cohabitent bourgeois et mauvais garçons. La police oriente ses recherches vers les occupants de l'immeuble d'où sortait le député de l'Eure. On perquisitionne dans deux appartements, dont les occupants connaissent Jean de Broglie. Celui de Patrick Allenet de Ribemont, trente-neuf ans, gérant de la Soficop (Société fiduciaire de Contentieux de Paris), et celui de Pierre de Varga, cinquante-six ans, associé du précédent dans la même société. Tous deux sont des « conseillers financiers » de Jean de Broglie, et aussi des associés du député avec lequel ils possèdent la « Rôtisserie de la Reine Pédauque », un restaurant de la rue de la Pépinière, près de la gare Saint-Lazare.

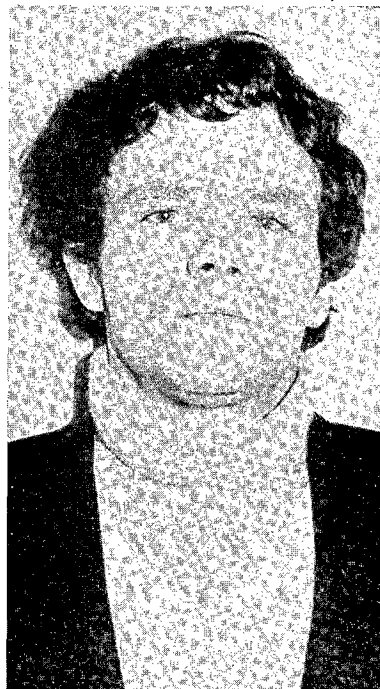
Lundi soir, le commissaire Otta-

péens et par les Etats-Unis, où l'on sait bien qu'« une certaine dose de démocratie peut être un bon moyen de barrer la route au communisme », il doit cependant compter avec les restes du franquisme. Même si le référendum récent a démontré sa faiblesse numérique (2,6%), l'extrême-droite occupe encore des postes clefs dans l'armée, la police et certains milieux financiers. Treize mois seulement après la mort du caudillo, la légalisation du Parti communiste d'Espagne pourrait provoquer des remous. Aussi le Premier ministre, Adolfo Suarez, a-t-il tenu à rassurer en affirmant, à diverses reprises, que son gouvernement ne permettrait pas la légalisation du P.C.E.

LE MEURTRE "TOUT SIMPLE" DE JEAN DE BROGLIE

violi en sait assez long pour lancer plusieurs coups de filet. Huit personnes sont arrêtées à Paris et en banlieue, et six sont finalement inculpées : Pierre de Varga, considéré comme l'instigateur de l'assassinat ; Patrick Allenet de Ribemont, inculpé d'infraction à la législation sur les armes pour avoir détenu chez lui trois pistolets ou revolvers ; Guy Simoné, trente-trois ans, inspecteur de police au commissariat de la Défense, considéré comme l'organisateur de l'opération ; Gérard Frèche, trente et un ans, le « tueur », fils d'un officier de paix ; Serge Tessèdre, trente ans, et Simon Kolkowicz, trente-six ans. Selon Michel Poniatowski, Jean de Broglie avait consenti à ses deux conseillers financiers un prêt de quatre millions, remboursable sur sept ans, qui devait leur permettre d'acquérir la « Rôtisserie de la Reine Pédauque ». En échange, ils avaient remis au député de l'Eure un

Andreotti - Sipa



Gerard Frèche

paquet d'actions de la Société anonyme la Reine Pédauque. « La mort de Jean de Broglie, a expliqué Michel Poniatowski, exonérait de toute dette MM. de Varga et de Ribemont. C'est le mobile du crime. »

Est-ce bien vrai ? Et est-ce bien tout ? Les éléments troublants ne manquent pas dans le dossier. Le policier Simoné, par exemple, dont Jean de Broglie détenait l'adresse dans son carnet, avait été muté de la brigade des mineurs de Vitroflay à la Défense après avoir été soupçonné de participation dans un hold-up ; son train de vie n'était pas compatible avec son traitement d'inspecteur principal et il bénéficiait, au dire de ses collègues, de protections politiques de poids. Les deux conseillers financiers de Jean de Broglie étaient d'assez piètres financiers pour être compromis dans des affaires d'es-croquerie ou de faillite...

Jean de Broglie avait revendu son hôtel particulier du 5, rue Weber à une société Brincom, qui fait de l'import-export d'armement. Il était jusqu'à l'année dernière l'un des associés de cette société. A quelles fins ? Pourquoi cette société a-t-elle fait l'objet d'une enquête de la D.S.T., spécialisée dans le contre-espionnage ? Dans quelles conditions Jean de Broglie avait-il aidé le négociant allemand Otto Schweiger à vendre dix mille couvertures de survie à l'armée française ? Pourquoi la notice biographique de Jean de Broglie ne fait-elle état d'aucun des nombreux postes d'administrateurs qu'il détenait ? Enfin, et surtout, comment se fait-il que celui qui fut, en 1966, le premier secrétaire général chargé des affaires politiques de la Fédération des Républicains indépendants ait été, depuis plus de deux ans, progressivement écarté de toute responsabilité dans le gouvernement comme dans son parti, au point de se voir refuser par ses pairs la présidence de la commission des Finances, tout en conservant, en apparence, la confiance de Valéry Giscard d'Estaing, dont il continuait d'être l'interlocuteur ? Craignait-on de le voir un jour impliqué dans quelque scandale ?

RENE BACKMANN

Malgré cela, le gouvernement espagnol hésite. Le P.C.E. est, de loin, la formation espagnole de gauche la mieux organisée. Avec ses quelques centaines de milliers de militants, il est particulièrement bien implanté dans les milieux ouvriers. Vaut-il mieux l'avoir avec soi, « dans un consensus politique national permettant d'affronter la grave crise économique », comme le propose Carrillo lui-même ? Ou faut-il le tenir à distance, en lui refusant toute vie politique légale ? Si le gouvernement choisit cette dernière solution, il n'a qu'à se référer à l'article 172, amendé tout exprès en juillet qui déclare illégal « tout groupe soumis à une discipline internationale et

favorable à un système totalitaire ».

Mais, outre qu'il ne lui est pas si facile de condamner le Parti communiste d'Espagne, qui ne s'estime pas concerné par cette définition (Carrillo a maintes fois souligné sa totale indépendance à l'égard de Moscou et fait profession d'euro-communisme), Juan Carlos se demande si rejeter le P.C.E. dans la clandestinité serait lui couper les ailes ou lui aiguiser les griffes.

Enfin, il y a une troisième solution, la meilleure sans doute, du point de vue du gouvernement : faire trainer. Santiago Carrillo, bien sûr, on le relâche. C'est un beau geste démocratique et qui ne coûte pas